



Réunion du Comité exécutif du REMDH

Paris, les 24-26 octobre 2014

Compte rendu – **approuvé**

Le Comité exécutif du REMDH s'est réuni à Paris les 24-26 octobre 2014. Durant sa réunion, le 24 octobre, le Comité exécutif a invité des représentants de la société civile française à un dîner de travail afin de discuter de l'intervention militaire occidentale dans la région EuroMed. Parmi ces représentants se trouvaient Françoise Brié, de la Fédération Nationale Solidarité Femmes ; Catherine Teule, de la LDH ; Maryse Artiguelong ; Mohamed Bensaid, du CRLDHT ; et Mohieddine Cherbib, de la FPCR. De plus, le président d'IHD (Turquie), Ozturk Turkbogan et Anne-Sophie Schaeffer (FEMDH) ont été invités au dîner.

PARTICIPANTS

Comité exécutif (CE) du REMDH :

Michel Tubiana (Président), Nassera Dutour (Vice-présidente), Moataz El Feghery (Trésorier), Ayachi Hammami, Eugenia Papamakariou, Alya Chérif Chammari, Anitta Kynsilehto, Osman İççi, Søs Nissen, Mahmoud AbuRahma et Isaías Barreñada (membres du CE).

Secrétariat :

Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif), Vincent Forest (Directeur du Plaidoyer), Marta Semplici (Coordinatrice du Programme Algérie, le 25 octobre et au dîner de travail), Mathieu Routier (Coordinateur du Programme Syrie, le 26 octobre et pour le dîner de travail), Léa Scarpel (Chargée de programme LDAR, au dîner de travail), Muna Samawi (Assistante du projet Syrie, au dîner de travail) et Maibritt Nielsen (Secrétaire exécutive, rapporteur).

Autres participants :

Bahey El Din Hassan (CIHRS) (le 25 octobre), et Ozturk Turkdogan (IHD) (le 25 octobre et pour le dîner de travail).

Françoise Brié, Fédération Nationale Solidarité Femmes, Catherine Teule, LDH, Maryse Artiguelong, Mohamed Bensaid, CRLDHT, Mohieddine Cherbib, FPCR, et Anne-Sophie Schaeffer (FEMDH) (pour le dîner de travail).

Absents non excusés :

Raffaella Bolini (membre du CE).

ORDRE DU JOUR

1. Accueil – Approbation de l'ordre du jour et approbation du compte rendu de la réunion du CE des 6-8 juin 2014
2. Rapport du Secrétariat
3. Discussion sur les activités en Algérie et de la situation de la LADDH
4. Questions concernant les membres, y compris les demandes d'adhésion
5. Manifestation publique destinée à la société civile française
6. Rapport financier soumis par le Secrétariat, y compris recherche de financement
7. Discussion sur les activités du REMDH en Syrie, y compris dans les régions kurdes
8. Discussion sur les activités du REMDH en Égypte
9. Israël-Palestine et action du REMDH à cet égard (sanctions de la CPI, désinvestissement etc.)
10. Discussion sur le fonctionnement interne du CE, y compris intention des membres du CE de briguer (ou non) pour un autre mandat
11. Modification des Statuts



12. Assemblée générale 2015 – données actualisées sur le financement et le lieu de la réunion, la liste des documents à distribuer pour l'AG et décision concernant le projet d'ordre du jour et la feuille de route (calendrier) de l'AG
13. Divers



1. Accueil – Approbation de l'ordre du jour et approbation du compte rendu de la réunion du CE des 6-8 juin 2014.

Modérateur : Michel Tubiana

Michel Tubiana a souhaité la bienvenue aux membres du CE pour leur dernière réunion de l'année.

Décisions :

- Le compte rendu de la réunion du CE des 6-8 juin 2014 a été approuvé sans observations.

Documents :

1.1 Ordre du jour (*pour approbation*)

1.2 Compte rendu de la réunion du CE des 6-8 juin 2014 (*pour approbation*)

2. Rapport du Secrétariat

Modératrice : Alya Cherif Chammari

Marc Schade-Poulsen a présenté le rapport du Secrétariat (voir 2.1 *État des activités du REMDH N° 3*) et il a invité les référents politiques à commenter les activités des différents Groupes de travail (les activités ne sont mentionnées ici que si elles ne figurent pas dans le document 2.1 *État des activités du REMDH N° 3*).

LDAR

Marc Schade-Poulsen a fait savoir que le deuxième rapport sur la Liberté de réunion était en cours de finalisation ; il replace la question de la Liberté de réunion dans le contexte de la démocratie et comporte des chapitres sur la Turquie, la Syrie et l'Europe. Osman İşçi a fait savoir que le rapport serait lancé au parlement de l'UE le 8 décembre 2014.

PIP

Nassera Dutour a demandé si le REMDH souhaitait participer à une mission commune à Gaza avec la FIDH. Michel Tubiana a répondu en disant que la mission aurait effectivement lieu mais qu'il ne pourrait pas y participer pour raisons de santé et qu'il n'avait pas été possible de lui trouver un remplaçant.

Genre

Alya Cherif Chammari a fait savoir que pendant la réunion du Groupe de travail les 20-21 juin 2014, il avait été décidé de distribuer, avec l'aide du point focal Genre de chaque Groupe de travail, un questionnaire à tous les membres du REMDH pour leur demander de préciser leurs besoins qui seraient alors pris en compte dans la politique d'intégration de la dimension genre. Par ailleurs, le Rapport régional sur les violences faites aux femmes a été présenté à l'occasion d'une conférence sur ce thème qui s'est tenue à Tunis, le 29 septembre 2014, durant la période électorale. Elle a ajouté que les violences envers les femmes étaient en augmentation. Au cours de la quinzaine à venir, le projet de loi relatif aux violences envers les femmes sera soumis à l'examen en Tunisie, et elle a exprimé l'espoir que le nouveau parlement pourrait adopter ce projet de loi.

Migrations

Anitta Kynsilehto a fait savoir qu'ARCI avait organisé une manifestation à Lampedusa les 1-5 octobre 2014 pour commémorer la tragédie de l'année dernière au large de Lampedusa. La prochaine réunion du Groupe de travail est prévue à Istanbul les 7-9 novembre et elle sera suivie d'une mission de plaidoyer à Ankara pour présenter la version turque du rapport Frontexit sur la frontière gréco-turque et les résultats des observations du rapport dans le cadre de la campagne Frontexit.



Mission au Maroc/Sahara occidental

Marc Schade-Poulsen a informé le CE de la première mission du REMDH au Sahara occidental qui servirait à produire un rapport et des recommandations. Il a observé que le droit à l'auto-détermination serait abordé dans ce rapport ainsi que les accords de pêche entre la Cisjordanie et l'UE.

Isaias Barreñada a ajouté que le REMDH devait avoir plusieurs réunions avec des institutions et des ministres du Maroc pour voir comment les réformes sont appliquées et pour discuter de la question du Sahara occidental. Pendant la mission au Sahara occidental, un groupe s'est rendu dans le sud du Maroc et l'autre groupe à Laayoune (ville principale du territoire contesté). Bien que le second groupe ait été suivi par la police toute la journée, il a pu rencontrer différentes associations (droits politiques, jeunesse, personnes handicapées etc.). Ces associations ne sont pas toutes officielles et lorsqu'elles n'ont pas de siège, leurs réunions se tiennent chez des particuliers. Parmi les membres du REMDH, seule l'AMDH travaille sur la question du Sahara occidental. Isaias Barreñada a fait remarquer que le problème principal était que le Maroc n'accepte aucune indépendance politique. Le deuxième groupe a observé les progrès effectués grâce aux efforts déployés par les différentes associations. Elles connaissent bien le REMDH et souhaiteraient prendre part à ses activités, notamment au Groupe de travail LDAR. Enfin, Isaias Barreñada pensait que le REMDH devrait faire une présentation sur la situation au Sahara occidental à l'Assemblée générale en 2015. Marc Schade-Poulsen a ajouté qu'il avait été intéressant de visiter Tan-Tan, au sud du Maroc, où des quartiers entiers affichent des drapeaux sahariens peints sur leurs murs et où, d'après lui, la quête d'identité est en lien avec la recherche des droits économiques et sociaux.

Michel Tubiana a fait savoir que pendant la mission du REMDH, il avait rencontré le ministre de l'Intérieur et malgré l'ambiance positive de cette réunion, il constatait un recul pour la société civile au Maroc du fait que l'AMDH et les autres associations voyaient leurs actions et manifestations interdites. Enfin, il a fait savoir qu'Emilie Dromzee n'avait pas été autorisée à entrer au Maroc à son arrivée et qu'il avait fallu faire intervenir des contacts avant qu'elle puisse entrer dans le pays.

Espagne

Isaias Barreñada a rappelé que durant les 5-6 dernières années, la situation économique avait empiré en Espagne, et que la corruption foisonnait dans les syndicats et les partis politiques. Récemment, il y a eu une discussion au parlement sur la sécurité de la population, et le parlement votera bientôt à propos de limitations concernant le droit de manifester. Il a ajouté que Ceuta et Mellila qui ont un passé militaire étaient maintenant utilisés, entre autres, pour divers trafics et pour le blanchiment d'argent. Un grillage a été construit pour empêcher les migrants d'entrer en Espagne ; il arrive cependant que des migrants réussissent et ils sont alors accueillis par des violences policières bien que ce soit en contradiction avec le droit espagnol. Ces incidents ont été filmés et ont eu un impact énorme en Espagne en faisant découvrir cette nouvelle réalité.

Politique de sécurité

Marc Schade-Poulsen a indiqué que le Réseau aimerait avoir des directives de sécurité pour le personnel en déplacement et, dans la mesure où la sécurité est une question de politique, les membres du personnel ont besoin du soutien absolu du CE à propos de cette politique.

Documents :

2.1 État des activités du Réseau N° 3 (*pour information*)

2.2 Plan de travail 2014 (*pour information*)

3. Discussion des activités en Algérie

Modérateur : Osman İşçi

Le CE a discuté la situation en Algérie en détails.

Documents :

3.1 Principales orientations pour le travail du REMDH sur l'Algérie en 2015 (*pour discussion*)



4. Questions concernant les membres, y compris les demandes d'adhésion

Modératrice : Eugenia Papamakariou

Décision :

- Le CEWLA a été accepté en qualité de membre ordinaire.

Documents :

- 4.1 Tour d'horizon sur les membres (*pour information*)
- 4.2 Vue d'ensemble des demandes d'adhésion (*pour information*)
- 4.3 Demande d'adhésion : Center for Legal Aid – Voice in Bulgaria (*pour approbation*)
- 4.4 Demande d'adhésion : Center for Egyptian Women's Legal Assistance (CEWLA) (*pour approbation*)

5. Manifestation publique destinée à la société civile française

Modérateur : Marc Schade-Poulsen

6. Rapport financier soumis par le Secrétariat, y compris recherche de financement

Modérateur : Moataz El Fegjery

Marc Schade-Poulsen a présenté à l'approbation du CE le document 6.1 *Budgets et comptes*, dans lequel les financements non garantis étaient notés en rouge. Il a souligné que depuis la dernière réunion du CE, les 6-8 juin 2014, plusieurs demandes de financement ont été envoyées. Marc Schade-Poulsen a dû proposer un plan d'économies à l'approbation des membres du CE afin de ne pas être confronté à un déficit en 2015.

Décisions :

- Le CE a approuvé les budgets et comptes
- La recherche de financement doit être une priorité
- Le Secrétariat doit trouver les moyens de maintenir un minimum d'activités pour le GT Justice
- Michel Tubiana, Ayachi Hammami, Marit Flø Jørgensen et d'autres membres du personnel concernés assisteront à une réunion Skype pour voir comment les différentes tâches en rapport avec la justice peuvent être réparties entre les membres du personnel.

Documents :

- 6.1 Budgets et comptes (4 feuilles) (*pour approbation*)
- 6.2 Informations récentes sur la collecte de fonds (*pour information*)

7. Discussion des activités du REMDH en Syrie, y compris dans les régions kurdes

Modérateur : Michel Tubiana

Le CE a discuté la situation en Syrie en détails

Documents :

- 7.1 Principales activités du REMDH sur la Syrie (*pour discussion*)

8. Discussion sur les activités du REMDH en Égypte

Modérateur : Mahmoud AbuRahma

Le CE a discuté la situation en Égypte en détails



9. Israël-Palestine et action du REMDH à cet égard (sanctions de la CPI, désinvestissement, etc.)

Modératrice : Søs Nissen

Le CE a discuté la situation en Israël et Palestine en détails

Décisions :

- Les membres du CE sont convenus d'adopter une position plus ferme à l'égard d'Israël
- Une procédure permettant de travailler sur les questions urgentes sera mise au point.

Document :

9.1 Principales activités du REMDH sur la question Israël-Palestine (*pour discussion*)

10. Discussion sur le fonctionnement interne du CE, y compris intention des membres du CA de briguer (ou non) un nouveau mandat

Modératrice : Anitta Kynsilehto

Hors de la présence du rapporteur

11. Amendement des Statuts

Modérateur : Isaías Barreñada

Michel Tubiana a rappelé aux membres du CE qu'ils avaient accepté lors d'une réunion précédente le principe d'un Comité de gestion des conflits (CC), pour éviter les doléances au moment de l'Assemblée générale. Il a ensuite présenté le document relatif au CC qu'il avait pour mission de rédiger avant la réunion du CE, et qui devrait au final être inclus dans les Statuts.

Après cette présentation, Ayachi Hammami a demandé si le droit de saisir le CC revenait au CE ou à un membre du REMDH, et Michel Tubiana a répondu le CE. Ayachi Hammami a suggéré de ne pas suspendre un membre qui ne respecterait pas les Statuts ou le Règlement intérieur, mais de lui envoyer un avis précisant un délai qui permettrait au CE d'informer le CC et vice-versa.

Osman İşçi a fait remarquer que l'usage était de nommer un nombre impair de membres pour les comités de gestion des conflits, de sorte qu'ils soient en mesure de prendre une décision. Dans ce cas, cependant, il est prévu que le CC serait composé de deux membres originaires du Sud et deux du Nord. Michel Tubiana estime qu'il est important de respecter l'égalité entre le Nord et le Sud ; toutefois, s'il était nécessaire de trancher, le Président pourrait être investi du pouvoir de décision.

Le CE a ensuite discuté des différentes propositions d'amendement (ne sont inclus que les commentaires éventuels ou les changements suggérés).

- Page 3 : article 2.1

Søs Nissen a déclaré qu'elle n'était pas favorable au financement en cascade, car l'une des valeurs du REMDH est de coopérer avec ses membres sur une base d'égalité, et de ne pas entrer en concurrence avec eux en matière de financement. Nassera Dutour a exprimé son accord avec Søs Nissen sur cette question, ajoutant que cela ouvrirait la porte à de nombreuses demandes de fonds, et que le REMDH pourrait être



accusé de favoritisme à l'égard de certaines organisations. Isaias Barreñada a fait remarquer que le financement en cascade pourrait aussi déboucher sur des opportunités.

Marc Schade-Poulsen a déclaré que la Commission de l'UE demandait aux bénéficiaires, dans presque tous les appels à proposition, de procéder à une redistribution des fonds. C'est ce que fait la FEMDH ; mais il arrive toutefois qu'elle ne soit pas d'accord avec tel ou tel projet. Il a suggéré d'ajouter aux Statuts la possibilité de financement en cascade sur décision exceptionnelle du CE, les critères correspondants devant être définis en même temps dans le Règlement intérieur. Mahmoud AbuRahma s'est rangé à cette suggestion. Osman İşçi a estimé que le CE devrait veiller à examiner les demandes de financements secondaires avec la plus grande attention.

- Page 5 : article 3.2

Michel Tubiana a dit que le changement suggéré était de faire en sorte que les candidatures des membres éventuels soient examinées, acceptées ou rejetées par le CE – et non plus par l'AG. En cas de rejet d'une candidature, l'organisation peut saisir le CC pour contester la décision du CE. Mahmoud AbuRahma a suggéré que, plutôt que de contacter le CC, cette organisation dépose un recours auprès de l'AG, en tant qu'autorité supérieure. Néanmoins, Isaias Barreñada pense qu'un non-membre ne peut pas être autorisé à solliciter de l'AG qu'elle remette en cause une décision du CE. Ayachi Hammami estime qu'il est important que l'organisation dont la candidature a été rejetée puisse faire appel de la décision auprès du CC.

- Page 11 : article 4.2.2

Michel Tubiana a expliqué qu'en l'état actuel des choses, un membre du CE pouvait très bien être élu pour trois mandats et, ensuite, exercer la présidence pendant trois autres mandats ; cependant, il ne pense pas qu'il soit très démocratique de laisser une même personne faire partie du CE pendant 18 ans... Il a donc été suggéré de réduire la présidence de trois mandats à deux seulement.

Il a été convenu que, dans le cas où le Président/la Présidente n'aurait pas appartenu trois fois au CE en tant que simple membre, il/elle pourrait se présenter trois fois à la présidence. Il conviendrait donc d'ajouter la phrase : « si la personne concernée a déjà été membre du CE avant d'accéder à la présidence ». Marc Schade-Poulsen se charge de soumettre la proposition par écrit à Michel Tubiana.

- Page 13 : article 4.2.5

Isaias Barreñada a suggéré de préciser ce qui se passe si le Président/la Présidente est dans l'incapacité d'exercer sa charge. Nassera Dutour a suggéré d'ajouter que si le vice-président/la vice-présidente n'accepte pas de lui succéder, le CE devra procéder à de nouvelles élections. Nassera Dutour enverra la proposition par écrit à Michel Tubiana.

Marc Schade-Poulsen a ensuite rappelé que le CE avait exprimé son accord sur l'abréviation du nom du Réseau. Il a suggéré d'opter pour "Euromedrights/EuroMed Droits", suivi du nom complet entre crochets. Michel Tubiana a proposé à Marc Schade-Poulsen de soumettre au CE sa proposition par écrit à l'occasion de la prochaine réunion, les 13-15 mars 2015.

Enfin, Michel Tubiana a rappelé au CE les différentes dates à respecter pour la modification des Statuts : les amendements envisagés par le CE doivent être envoyés aux membres au plus tard 75 jours avant l'AG ; les membres doivent retourner leurs propositions au plus tard 45 jours avant l'AG (amendements soutenus par au moins 1/5^{ème} des membres) ; et 30 jours avant l'AG, les membres doivent recevoir les amendements proposés par le CE et par les membres. Michel Tubiana a suggéré d'envoyer aux membres les amendements proposés par le CE en décembre 2014, en leur demandant d'y réfléchir et d'envoyer leurs propres suggestions au plus tard 45 jours avant l'AG, pour que le CE ait le temps de les étudier. Il conviendra de rappeler aux membres les modalités à respecter en ce qui concerne la modification des Statuts et l'élection des membres du CE. Le CE devra ensuite discuter des amendements proposés par les membres à l'occasion de la réunion des 13-15 mars 2015, après quoi les amendements retenus seront envoyés aux membres 30 jours avant l'AG.

Décisions :



- Michel Tubiana rédigera un nouveau document sur le Comité de gestion des conflits, et fera en sorte qu'il soit mieux adapté aux Statuts
- Le CE a approuvé les propositions de modification des Statuts, sous réserve de quelques modifications mineures (*voir ci-dessus*)
- Le CE adressera ses propositions par écrit à Michel Tubiana dans les meilleurs délais, de façon à ce que celui-ci puisse rédiger en temps voulu une nouvelle version des Statuts, dans le cadre des procédures de l'AG.

Documents :

11.1 Statuts – avec mention des modifications, y compris document sur le Comité de gestion des conflits (*pour approbation*)

12. Assemblée générale 2015 – données actualisées sur le financement et le lieu de la réunion, liste des documents à distribuer pour l'AG et décision concernant le projet d'ordre du jour pour l'AG et la feuille de route (calendrier)

Modérateur : Michel Tubiana

Marc Schade-Poulsen a rappelé qu'il restait deux points à régler au sujet de l'Assemblée générale (AG) en 2015, à savoir le lieu de l'AG et l'ordre du jour préliminaire. Le CE doit approuver les documents pour l'AG à l'occasion de sa prochaine réunion, en mars 2015. En ce qui concerne le lieu, différentes possibilités ont été explorées, y compris Rome et Bruxelles, mais très peu de gouvernements sont prêts à dégager les 200 000 euros nécessaires à l'AG.

Vincent Forest a dit qu'en ce qui concernait Bruxelles, deux options se présentaient. La première serait d'organiser l'AG au Palais Egmont, propriété du ministère des Affaires étrangères, mais les salons ne sont pas ouverts pendant le week-end. Il se propose de vérifier ce point. La seconde option serait d'organiser l'AG au Parlement européen mais, pour des raisons de sécurité, il semble également difficile d'occuper les lieux pendant le week-end. La Ville de Bruxelles semble disposée à organiser une réception pendant l'AG.

Marc Schade-Poulsen a ajouté qu'Isaias Barreñada examinerait la possibilité d'organiser l'AG à Séville, avec le soutien de l'Agence Andalus Development. Michel Tubiana a suggéré qu'il pourrait voir si l'Assemblée nationale, en France, ou la Villa Méditerranée (Conseil régional PACA) pourraient financer l'AG. Pour cela, il a demandé à recevoir un bref document présentant l'AG. Il a rappelé que l'AG devait se tenir dans un pays du Nord, pour garantir la participation des membres israéliens. Enfin, Marc Schade-Poulsen a dit qu'en ce qui concernait le lieu de l'AG, la décision devait être prise fin novembre 2014.

A propos du document 12.2 *Assemblée générale, projet d'ordre du jour*, Marc Schade-Poulsen a rappelé que, par rapport à l'Assemblée générale 2012, il n'y avait pas de séminaire en ouverture. Il a ajouté que le rapport sur l'intégration de la dimension genre devrait être intégré aux documents distribués pour l'AG.

Le CE a discuté de l'ordre du jour et fait les propositions suivantes :

- Donner un titre global à l'AG
- Limiter l'AG à deux journées entières, pour des raisons financières entre autres
- Limiter à 1h30-2h le Conseil des Représentants de la FEMDH
- La discussion de la Déclaration de l'AG (1 page) ne devrait pas durer trop longtemps
- La discussion portant sur les Statuts ne devrait pas se tenir le dernier jour de la réunion
- Il serait de première importance d'avoir un bon modérateur pour la discussion des Statuts
- On pourrait inviter à la séance plénière un intervenant chargé de faire une introduction sur un thème spécifique
- On pourrait inviter un intervenant (éventuellement un représentant d'une organisation membre du Réseau) pour les différents ateliers, de façon à ce qu'il apporte son témoignage en ce qui concerne le travail sur les droits de l'Homme
- Les ateliers doivent demeurer à l'ordre du jour de l'AG, car ils lui confèrent un certain dynamisme et donnent aux membres l'occasion de discuter
- Le lien doit être maintenu entre les spécificités du REMDH et le sujet des ateliers



- Il serait bon de réfléchir à la manière de rendre compte des ateliers, une suggestion étant de reporter les résultats sur des tableaux que les participants pourraient lire pendant les pauses, par exemple 5 grandes conclusions et 5 recommandations sur les actions à mener.

Décisions :

- Le CE a approuvé la feuille de route et l'ordre du jour de l'Assemblée générale
- Trois ateliers seront mis en place pendant l'Assemblée générale 2015, à savoir :
 - Militarisation et acteurs gouvernementaux/non gouvernementaux - Moataz El Fegier et Mahmoud AbuRahma se chargeront de l'organisation de cet atelier
 - Frontières - Anitta Kynsilehto et Nassera Dutour se chargeront de l'organisation de cet atelier
 - Développements consécutifs au Printemps arabe - Søs Nissen et Eugenia Papamakariou se chargeront de l'organisation de cet atelier
- Le programme des trois ateliers devra être prêt pour la prochaine réunion du CE, les 13-15 mars 2015
- Le Programme de travail, le Rapport politique et le Rapport annuel 2014 devront être prêts pour la prochaine réunion du CE, les 13-15 mars 2015
- Michel Tubiana rédigera le Rapport politique pour la prochaine réunion du CE, les 13-15 mars 2015

Documents :

12.1 Assemblée générale, feuille de route (calendrier) *(pour approbation)*

12.2 Assemblée générale, projet d'ordre du jour *(pour approbation)*

13. Questions diverses

Modérateur : Moataz El Fegier

a. Forum mondial

Isaías Barreñada a demandé des données actualisées sur le rôle du REMDH dans le Forum mondial qui doit se tenir à Marrakech à la fin du mois de novembre 2014. Michel Tubiana a fait savoir que le REMDH organiserait à l'occasion de ce Forum un atelier sur la discrimination et les minorités, et que lui-même assisterait à la cérémonie d'ouverture. Il a ajouté toutefois qu'il n'était pas certain que le Forum pourrait bénéficier d'un financement suffisant pour les 5 000 participants attendus. Il a également rappelé que l'AMDH était dans la ligne de mire des autorités marocaines, et que le REMDH avait tout intérêt à s'intéresser à l'évolution de la situation, car la tenue d'un Forum mondial dans ces conditions, a-t-il ajouté, semblait contradictoire. Marc Schade-Poulsen a fait remarquer que le Forum mondial était un moyen politique de promouvoir le Maroc en Afrique ; néanmoins, c'est aussi une façon de discuter de la situation au Maroc. Reste à savoir si l'AMDH sera autorisée à participer aux trois ateliers auxquels elle s'est inscrite. Enfin, Isaías Barreñada est d'avis que, si le REMDH organise un atelier sur la discrimination et les minorités, il fallait faire suivre l'information à ses partenaires du Sahara occidental.

b. Réunions du CE et du Quartet

Décisions :

- La prochaine réunion du CE se tiendra les 13-15 mars 2015 à Tunis.
- La prochaine réunion du Quartet se tiendra le 23 février 2015.